

Bulletin d'histoire politique

Alain Besançon et l'amnésie des crimes communistes: compte rendu d'un débat

Sébastien Vincent



Volume 10, Number 2, Winter 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060535ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060535ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vincent, S. (2002). Review of [Alain Besançon et l'amnésie des crimes communistes: compte rendu d'un débat]. *Bulletin d'histoire politique*, 10(2), 192–204. <https://doi.org/10.7202/1060535ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Alain Besançon et l'amnésie des crimes communistes : compte rendu d'un débat

SÉBASTIEN VINCENT
Étudiant à la maîtrise en histoire
UQAM

D'importantes polémiques traversent l'étude des totalitarismes depuis l'implosion du communisme en URSS. Pensons notamment aux débats autour des propos d'Ernst Nolte qui, dans *La guerre civile européenne*¹, a soutenu que l'apparition du nazisme a constitué une réponse et une réaction au bolchevisme ; rappelons aussi que Stéphane Courtois a souligné la dimension criminelle du communisme dans l'introduction controversée du *Livre noir du communisme*². Les historiens qui ont participé à ces échanges parfois corsés ont posé des questions fondamentales : la comparaison entre le communisme et le nazisme est-elle légitime ou scandaleuse ?³ Le concept de totalitarisme est-il pertinent et opératoire en regard du nazisme et du communisme ? Les génocides de classes sont-ils comparables aux génocides ethniques ? Cette question en amène une autre, particulièrement délicate : la Shoah possède-t-elle un caractère unique par rapport aux autres crimes de masse qui ont traversé le siècle ?⁴ Cette unicité rend-elle caduque toute comparaison entre les crimes nazis et les crimes communistes ? Nous aborderons ici un enjeu de mémoire essentiel : comment la mémoire historique occidentale traite-t-elle le passé du communisme ?

Le discours prononcé par Alain Besançon en octobre 1997 à l'Institut de France, intitulé *Mémoire et oubli du bolchevisme* fournit plusieurs pistes d'explication. Il a été publié dans la revue *Commentaire*, sous le titre *Mémoire et oubli du communisme*, où il suscita un débat dans les numéros suivants de la revue⁵. Nous évoquerons ici le contexte dans lequel le discours s'est inséré, puis nous résumerons les sept explications suggérées par Alain Besançon pour éclairer le paradoxe existant entre, d'une part, l'importante place occupée par l'idéologie communiste dans l'histoire du siècle et, d'autre part, la méconnaissance, l'occultation, voire l'amnésie volontaire entourant les crimes commis en son nom. Enfin, nous survolerons les autres pistes de réponses avancées par la douzaine d'intervenants du débat.

LE CONTEXTE

Lorsque Alain Besançon prononce son discours, *Le Livre noir du communisme* est sur le point de paraître et déclenche déjà une polémique d'une rare intensité dans l'intelligentsia et les médias français. Une frange de la gauche perçoit dans l'introduction rédigée par Stéphane Courtois une attaque perfide visant à détruire le communisme en le réduisant à sa dimension criminogène. En cristallisant le problème de l'équivalence entre les crimes communistes et nazis, et celui de la place inégale qu'occupe leur mémoire respective dans la conscience historique, *Le Livre noir* a confronté l'Europe occidentale à son propre aveuglement concernant l'histoire de la terreur de masse pratiquée par les régimes communistes. De plus, il a posé, dès sa préface, d'incontournables questions tout à fait en lien avec les propos d'Alain Besançon : « Pourquoi ce faible écho, dans l'opinion, des témoignages sur les crimes communistes ? Pourquoi ce silence gêné des politiques ? (...) Pourquoi cette incapacité à placer au centre de l'analyse du communisme un facteur aussi essentiel que le crime, le crime de masse, le crime systématique, le crime contre l'humanité ? Sommes-nous face à une impossibilité de comprendre ? Ne s'agit-il pas plutôt d'un refus délibéré de savoir, d'une crainte de comprendre ? »⁶.

Le Livre noir pose sans détour la question de la comparaison entre les structures étatiques et les comportements répressifs du nazisme et du communisme, déjà posée par François Furet dans *Le passé d'une illusion*. Cette comparaison permet d'inclure le nazisme et le communisme au sein du totalitarisme et elle constitue un outil de connaissance qui permet d'analyser leur entrelacement complexe, entre eux et avec la démocratie, de manière à mieux comprendre l'histoire du siècle⁷. Elle est potentiellement féconde lorsque vient le temps d'analyser les crimes commis par les deux régimes, pourvu qu'on dresse l'inventaire des ressemblances qui la fondent et des différences qui la limitent. Mais ce rapprochement connaît des limites et soulève des réactions passionnelles chez ceux qui se prétendent près de la gauche ou qui s'identifient aux victimes du nazisme. Pour eux, la comparaison entre le communisme et le fascisme, pourtant fréquente et acceptée dans l'entre-deux-guerres, est blasphématoire et taboue, car elle assimile les deux systèmes, affaiblit la haine envers le nazisme et risque fort d'absoudre ses crimes sans cesse rappelés au nom du « devoir de mémoire »⁸. Puis, on l'a vu avec *Le Livre noir*, le débat dérape lorsqu'il s'engage dans la morbide comptabilité des victimes des deux régimes, du communisme notamment, ou quand un participant sort du placard les cadavres du régime soviétique et les place aux côtés des victimes de la chambre à gaz.

L'exposé de Besançon s'inscrit dans un débat historiographique et politique très intense. Notons au passage le glissement dans les termes utilisés dans le titre de l'exposé: «Mémoire et oubli du bolchevisme» est devenu «Mémoire et oubli du communisme» dans la revue *Commentaire*. L'expression «communisme» donne au propos un sens plus général que celui de «bolchevisme» qui correspond à une réalité ancrée dans un lieu et une époque précise, l'URSS des années vingt. L'emploi de l'article singulier «du» est toutefois critiquable, car il peut être considéré comme réducteur: l'expérience communiste étant différente selon l'époque, le pays et les individus⁹.

Après avoir établi quelques points de comparaison entre le nazisme et le communisme, Besançon conclut, en s'appuyant sur *l'intensité* du crime nazi (la chambre à gaz) et sur *l'extension* du crime communiste (la durée et le nombre de morts), que les deux régimes sont également criminels, mais que «la mémoire historique les traite inégalement au point d'en oublier le communisme»¹⁰. Voyons les sept raisons qu'il avance pour expliquer ce déséquilibre dans la mémoire historique occidentale.

1. LES CRIMES NAZIS SONT DAVANTAGE CONNUS QUE LES CRIMES COMMUNISTES.

Les crimes nazis sont facilement «repérables». Ils ont été découverts par les Alliés, des peuples d'Europe occidentale en ont eu une expérience directe et les témoignages sur les atrocités nazies abondent. Les crimes nazis furent d'une rare violence (un grand nombre de victimes d'une portion délimitée de l'humanité sur une courte période) et ils se concentrèrent sur l'élimination physique des victimes. Enfin, élément essentiel pour Besançon, la chambre à gaz possède un caractère unique dans l'histoire à cause de sa dimension industrielle.

À la chambre à gaz très médiatisée¹¹ répondent le *Goulag* soviétique et le *Laogai* chinois qui «restent enveloppés de brouillard, et demeurent un objet distant, indirectement connu»¹², malgré les témoignages rendus publics qui furent souvent interprétés comme de la propagande anticommuniste. Les crimes communistes constituent une notion floue dans la mesure où ils concernent l'adhésion morale des victimes à un projet politique, sans nécessairement en venir au meurtre systématique. Il est alors difficile de définir précisément les victimes des crimes communistes et les bourreaux.

2. À LA MÉMOIRE DE LA SHOAH, SYMBOLISÉE PAR AUSCHWITZ, CORRESPOND L'OUBLI QUE CERTAINS PEUPLES ONT DE LEUR PROPRE PASSÉ.

Le peuple juif garde vif le souvenir de la Shoah qui s'inscrit dans la suite des persécutions que les Juifs ont connues et désirent (se) remémorer. Besançon souligne que l'humanité doit être reconnaissante à la mémoire juive d'avoir conservé les archives de cette « ineffaçable blessure ». Le problème n'est pas, selon lui, dans l'espace occupé par la mémoire d'Auschwitz, mais dans l'oubli que certains peuples ont de leur propre passé¹³.

3. LE NAZISME ET LE COMMUNISME SE SONT INSÉRÉS DANS LE CHAMP MAGNÉTIQUE POLARISÉ PAR LES NOTIONS DE GAUCHE ET DE DROITE.

Durant l'entre-deux-guerres, les démocraties et l'URSS se sont alliées contre les régimes fascistes qu'elles percevaient comme étant une menace flagrante et éminente. Par nécessité, davantage que par choix idéologique, le Komintern changea sa stratégie de lutte entre les classes au profit de l'antifascisme. L'URSS en tira grand profit : elle devint le chef de file de l'unité antifasciste et un élément incontournable pour éliminer Hitler. Ce faisant, le communisme s'opposa radicalement au nazisme. Le caractère résolument antifasciste du communisme et la propagande de ce dernier placèrent les bolcheviques à gauche du champ politique, repoussant les fascistes à droite. L'antifascisme constitua ainsi l'outil suprême pour dénoncer le nazisme et un moyen d'accroître la puissance du mouvement communiste¹⁴. Dans ce contexte, comment penser que le régime se trouvant à la tête du mouvement antifasciste et ayant dénoncé les crimes de l'hitlérisme ait pu lui-même en avoir commis ?

4. LE SILENCE D'AUJOURD'HUI: HÉRITAGE D'UNE ALLIANCE NOUÉE DURANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Besançon estime que l'alliance militaire nouée entre l'URSS et les Alliés contre le nazisme « a affaibli les défenses immunitaires occidentales contre l'idée communiste, pourtant très fortes au moment du pacte Hitler-Staline, et provoqué une sorte de blocage intellectuel »¹⁵. Pour vaincre Hitler, les démocraties consentirent à de grands sacrifices à l'égard de Staline, l'ennemi d'avant-guerre : elles lui donnèrent un certain niveau de crédibilité et de respectabilité, en acceptant notamment que l'URSS soit juge à Nuremberg. Cette crédibilité fut renforcée par l'héroïsme militaire soviétique sur le front de l'Est. Les démocraties n'ont pu, dans ce contexte, avoir une mémoire impartiale à l'égard des crimes commis chez leur allié d'hier.

5. LE RÉGIME SOVIÉTIQUE A SU IMPOSER SA PROPRE CLASSIFICATION DES RÉGIMES POLITIQUES MODERNES.

Besançon affirme qu'un « des grands succès du régime soviétique est d'avoir diffusé et peu à peu imposé sa propre classification idéologique des régimes politiques modernes »¹⁶, à savoir la classique opposition entre socialisme et capitalisme. Dans cette classification, le capitalisme regroupe les régimes libéraux, fascistes et national-socialistes. Avec la politique des fronts populaires, le classement est devenu le suivant : le socialisme (l'URSS), les démocraties bourgeoises et le fascisme (incluant le nazisme, le fascisme musolinien et les régimes autoritaires). Cette classification, encore très présente dans la conscience historique française notamment, a pour principal effet de masquer la spécificité du nazisme en le reléguant à l'extrême droite avec les régimes fascistes et autoritaires, alors que le communisme devient la gauche absolue. Par ailleurs, Besançon pense que la classification « correcte » est celle proposée par Hannah Arendt (les deux régimes totalitaires ensemble, les régimes libéraux et les régimes autoritaires), mais celle-ci est encore peu présente dans les manuels d'histoire français, souligne-t-il.

6. LA FAIBLESSE DES GROUPES CAPABLES DE CONSERVER LA MÉMOIRE DU COMMUNISME

Besançon soutient que la longue durée du système communisme a eu un effet auto-amnistiant sur les générations et les élites qui se sont compromises, trahies, détruites, succédées, rééduquées au fil des quatre-vingts années du régime. Pendant tout ce temps, l'histoire a été transformée par la propagande et l'idéologie, privant des générations de leur passé et endormant leur capacité d'analyse. La conscience du communisme est certes présente, mais confuse, et les jeunes historiens russes négligent l'histoire récente de leur pays. Le groupe des dissidents, le seul qui aurait pu témoigner selon Besançon, s'est peu à peu décomposé avant même d'atteindre la masse critique du nombre, la puissance et l'influence nécessaires pour entreprendre une œuvre de mémoire.

La Russie et les pays de l'Est éprouvent donc de la difficulté à reconstruire une conscience morale qui a été atteinte en profondeur à cause de la durée. L'Occident a sa part de responsabilité dans ce désastre : elle a jugé « inopportun » de demander des comptes aux dirigeants postcommunistes qui s'étaient compromis lorsqu'ils étaient au pouvoir. Besançon parle d'un « empoisonnement des âmes » chez ceux de la gauche occidentale qui considèrent encore l'idée léniniste comme étant un « accident » sur la route menant vers la réalisation de l'idéal socialiste.

7. À L'HYPERMnésIE DU NAZISME CORRESPOND L'AMNÉSIE DU COMMUNISME

Besançon souligne l'hétérogénéité des deux champs de mémoire du communisme et du nazisme. Alain Brossat l'avait déjà mise en relief au lendemain de la chute de l'empire communiste : le passé communiste est tronqué, ambigu et bénéficie d'une impunité quasi intouchable alors que les exactions nazies sont exécutées quotidiennement¹⁷. Ainsi, à l'hypermnésie des crimes nazis, qui forment un bloc compact d'inhumanité inédite, Besançon oppose l'amnésie des crimes communistes qui furent voilés, puis justifiés au nom du salut révolutionnaire de l'humanité. L'hypermnésie du passé nazi alimente l'amnésie des crimes communistes, et vice-versa.

Pourquoi cet incessant rappel de la criminalité nazie et cette dissimulation complaisante des crimes communistes ? Selon Besançon, la Russie, la Chine, Cuba ou la Corée ont été considérés comme des pays lointains, barbares, qui ignoraient la démocratie¹⁸. À l'opposé, l'Allemagne nazie constitue encore le foyer du mal absolu pour l'Occident, car la barbarie raciste engendrée par l'hitlérisme s'est développée dans ce pays prospère et empreint des idéaux de l'humanisme européen. Il s'en est suivi un vague remords, en lien avec la culpabilité engendrée par la Shoah, compensé « par une vigilance, une concentration farouche de l'attention sur tout ce qui était entré en relation avec le nazisme, sur Vichy en premier lieu, ou aujourd'hui, sur ces idées perverses qui suppurent dans certains noyaux des extrêmes droites européennes »¹⁹.

DES EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les spécialistes qui ont réagi, fort respectueusement du reste, aux propos de Besançon dans la revue *Commentaire* s'entendent avec lui sur la nécessité de revenir sur le passé communiste au moment où, depuis environ dix ans, des politiques et des intellectuels de la gauche tendent à analyser l'héritage totalitaire à travers un prisme sélectif teinté d'ambiguïtés et d'hypocrisie : le nazisme et Hitler constituent les incarnations diaboliques du *mal absolu*, mais le communisme ne serait qu'un *mal relatif* plutôt méconnu²⁰. Ceux qui se prétendent près du socialisme éprouveraient ainsi une répulsion viscérale envers le nazisme qui fut politiquement anéanti il y a une cinquantaine d'années, mais une réelle déception devant l'apparente dissolution de l'idéal socialiste, idéal qui, malgré la chute du Mur de Berlin, existe toujours et constitue une force culturelle importante, mais numériquement limitée.

Les thuriféraires du socialisme souffriraient d'une « cécité morale » (l'expression est de Zbigniew Brzezinski) lorsqu'il s'agit de juger les crimes commis au nom de leur idéal²¹. Cette politique du « deux poids, deux mesures »

(Martin Malia) serait engendrée par leur fascination à l'égard de l'idéal communiste qui constitue, à leurs yeux, le seul débouché de la passion révolutionnaire et de la haine du libéralisme. André Fontaine rappelle que le culte du communisme, très loin du communisme réel, s'est inscrit dans une vision élargie du Progrès²². Pour ceux qui épousent les thèses socialistes, il paraît certes difficile de renoncer à cette vision ou d'admettre ce que fut le socialisme réel. Richard Pipes, dans sa réponse, abonde dans le même sens que Fontaine. Pour lui, concéder « que le communisme était, dans son essence, une doctrine perverse (...) c'est reconnaître que l'idéal d'un monde d'égaux vivant en harmonie est un mirage »²³.

Dans ce contexte, certains politiques et intellectuels de la gauche ont tendance à considérer les crimes communistes comme étant non systématiques : ce sont plutôt des incidents, certes déplorables, mais isolés, rencontrés sur le chemin menant à la réalisation du projet socialiste. Autrement dit, ces crimes n'auraient rien à voir avec l'idéal communiste. Ils en seraient la perversion, la trahison et ne devraient en aucun cas faire ombrage au rêve émancipateur qui demeure toujours intact et continue de légitimer la doctrine communiste. Martine Bulard déclarait à ce propos dans *l'Humanité* du 3 novembre 1997 : « Le communisme a tué, mais il n'est pas né pour le crime, il vise l'émancipation humaine »²⁴. Une telle remarque, exemplaire de la dialectique postcommuniste, sous-tend un postulat de base : être contre le communisme, c'est être contre la justice et le progrès social. Et elle soulève une interrogation : l'idéal poursuivi par le communisme permet-il de juger ses réalisations ou est-ce ses réalisations qui permettent de juger l'idéal communiste, se demande Jean Daniel²⁵.

Zbigniew Brzezinski avance d'autres raisons pour expliquer l'indulgence des politiques et des intellectuels de gauche²⁶. Premièrement, la rationalité « scientifique » du communisme s'est opposée à l'anti-intellectualisme et à l'antirationalisme nazis. Ainsi, tout au long du siècle, les intellectuels qui cherchaient des réponses rationnelles pour expliquer le sens profond du monde ont surtout obtenu des réponses du côté du communisme qui donnait un sens à l'Histoire et aspirait à mettre en place une société qui échapperait à la corruption de la leur. Ces intellectuels eurent alors parfois tendance à rationaliser les excès du communisme afin de conserver leur idéal intact et leur légitimité dans l'intelligentsia. Deuxièmement, l'athéisme déclaré du communisme a grandement séduit certains esprits opposés au christianisme ou qui s'en croyaient victimes. Ceux-là ont perçu dans le communisme une conception du monde alternative mais aussi totalisante que celle du christianisme. Finalement, les régimes communistes ont condamné officiellement l'antisémitisme, ce qui, pour certains, les distinguait du nazisme et les rendait moins directement responsables des victimes, fussent-elles juives.

Martin Malia propose une explication quelque peu différente. Il affirme que le déséquilibre dans les jugements que posent l'Occident et les pays de l'Est sur le nazisme et le communisme repose sur les différences historiques qui distinguent les deux totalitarismes²⁷. Il soutient, contrairement à Besançon dans le troisième point de son explication, que « la classification du communisme à gauche et du nazisme à droite, a été quasi universelle au XX^e siècle (...) et les choses en ont été ainsi pour la bonne raison que cette classification est fondée sur quelque chose de réel, une réalité politico-idéologique donnée par la prétention à l'universalisme humanitaire des communistes et la franche revendication d'égoïsme national des nazis »²⁸ Selon Malia, cette différence politico-idéologique fait en sorte que l'Occident juge différemment des crimes qui rapprochent les deux régimes, crimes qui furent pourtant commis au nom d'idéologies qui les opposent. En affirmant que le projet universaliste du communisme n'excuse en rien les exactions commises en son nom, Malia rejoint la thèse centrale d'Alain Besançon : le crime demeure, peu importe les motivations idéologiques.

Le soviétologue croit aussi que le passé communiste est oblitéré parce qu'il demeure au centre de controverses politiques et de polémiques partisans entre la gauche et la droite occidentales. Il reste alors peu d'espace pour le débat historique. Ainsi, parler de crimes communistes reviendrait, pour la gauche, à faire le jeu de la droite. La gauche s'acharne alors à nier ou à atténuer les responsabilités, intellectuelles du moins, des dirigeants de l'époque, elle réfute toute assimilation entre le communisme et le nazisme, et elle tente de faire prévaloir le nazisme comme étant le seul régime totalitaire intrinsèquement criminogène. Ensuite, elle fournit trois circonstances atténuantes pour excuser la faillite économique, politique et culturelle du projet communiste : Staline et Mao ont agi en dictateurs, détournant le sens de la révolution²⁹, les pays capitalistes ont été hostiles envers l'URSS et celle-ci a manqué de moyens pour mener à terme ses ambitions révolutionnaires³⁰.

Enfin, Malia se demande par quels moyens l'Occident pourrait imposer un « procès de Nuremberg » aux anciens régimes communistes tout en instituant avec eux des relations économiques et diplomatiques. Comment alors délégitimer le communisme et dévoiler son passé, si ce n'est qu'en ayant des initiatives semblables à celle du *Livre noir*? Tant qu'il y aura une gauche et une droite, il sera bien difficile, pense Malia, de placer un signe d'équivalence entre Auschwitz et le Goulag, et la pratique du deux poids, deux mesures perdurera.

LE CAS FRANÇAIS

La réponse de Jacques Lesourne est consacrée à la réaction française à l'égard du passé communiste³¹. Celle-ci prendrait racine dans certaines

spécificités de la culture politique et sociale de ce pays³². Lesourne souligne d'abord le poids culturel de la Révolution française et de la Résistance et il rappelle que la gauche française a longtemps entretenu une vision imaginaire de la réalité soviétique devenue à ses yeux une sorte de paradis sur Terre, établissant ainsi une filiation positive entre la Révolution de 1789 et la révolution russe³³.

Par ailleurs, Lesourne croit que la tendance spécifique de la France à avoir un État centralisé et la méconnaissance de l'analyse économique chez la plupart des Français, font en sorte que plusieurs d'entre eux ne trouvent rien de menaçant dans un État socialiste qui dirige les principaux leviers de commande et planifie l'ensemble de l'activité économique. Ensuite, il croit que les élites françaises, qui cherchent constamment des théories englobantes de la société, ont vu dans le communisme une interprétation de l'histoire et un projet de société qui leur convenaient, d'où la difficulté d'en condamner les excès.

Il ajoute enfin un élément qu'il dit de moindre importance : les rapports entre la France et les États-Unis seraient empreints de la jalousie de la première à l'égard des seconds qui l'ont sauvée à deux reprises (lors des deux guerres mondiales) et dont la prospérité économique est enviable. Dès lors, la France aurait opposé au modèle américain le contre-modèle égalitaire soviétique apparemment exempt de racisme. Ajoutons à ces explications un élément apporté par André Fontaine : beaucoup d'ex-communistes désillusionnés demeurent encore liés au Parti qui, jadis, constituait pour eux une fierté, une famille et un moyen d'ascension sociale³⁴.

CONCLUSION

Les débats entourant la publication du *Livre noir* ainsi que les propos tenus par Alain Besançon et par l'ensemble de ceux qui répondirent à son discours démontrent que la mémoire occidentale est amputée : les crimes de gauche sont jugés différemment des crimes nazis. Pourtant, les exactions commises au nom de ces deux régimes demeurent également condamnables.

André Fontaine rappelle que l'expérience même du communisme demeure difficile à juger puisqu'elle a été multiforme dans le temps et que son implantation sociale et culturelle a été variée³⁵. À l'opposé, le nazisme

déroulé sur douze ans dans un seul pays. Fontaine ajoute une autre difficulté lorsque vient le temps de juger les crimes communistes : la plupart des pays de l'Est satellisés de force par l'URSS ont renoncé pour l'instant à toute forme d'épuration. Ils privilégient plutôt l'idée de réconciliation nationale et de mise entre parenthèses du passé dans les rapports entre les dirigeants d'hier et ceux d'aujourd'hui.

L'intérêt de l'exposé de Besançon et des réactions qu'il a suscitées dans *Commentaire* réside dans les raisons avancées pour expliquer ce dangereux déséquilibre mémoriel qui peut mener à bien des falsifications historiques. Le communisme s'est offert comme la renaissance de l'Europe au XX^e siècle et continue par ailleurs de régir la vie de plusieurs États. Il a nourri l'espérance, d'aucuns diront l'illusion, de forger l'avenir d'une société nouvelle, égalitaire et démocratique opposée à la société libérale. Cet espoir, l'establishment de la mouvance socialiste ne veut pas le voir s'évanouir. Au contraire. Il souhaite perfectionner le communisme, l'humaniser en le rendant plus efficace au niveau économique et moins répressif au niveau politique, ce qui implique qu'il tente de se dissocier du totalitarisme communiste.

Le jugement que les défenseurs du socialisme portent sur les crimes communistes passerait donc encore largement à travers le voile déformant d'un idéal supérieur demeuré intact. Cela entraînerait une asymétrie de l'indulgence, une cécité morale, une politique du deux poids, deux mesures dans la perception du passé totalitaire du communisme. Par ailleurs, il est souvent de bon ton à l'ère de la rectitude politique et de l'omniprésence de la mémoire de la Shoah de condamner farouchement tout acte ou parole qui serait en lien avec la droite, laquelle est aux prises avec le mythe du danger fasciste éternellement renaissant. Dans ce contexte, les crimes commis par la gauche vivent souvent à l'ombre de ceux commis par la droite.

Alain Besançon rappelle qu'il a fallu plus de trente ans pour développer une conscience complète du nazisme. Il estime qu'il pourrait en être de même avec le communisme dont la mort est toute récente et la mémoire encore refoulée. L'illusion tombera probablement un jour et cette question de Jean Daniel surgira peut-être : « Après avoir décrété l'unicité de la Shoah, faudra-t-il consacrer la super-unicité du bolchevisme, comme seul et unique modèle de la barbarie ? »³⁶ En attendant, on peut se demander comment éviter la tentation totalitaire et comment naît dans l'esprit de l'homme un véritable désir d'abdication et même de soumission délibérée. Mais il s'agit là d'autres questions.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ernst Nolte, *La guerre civile européenne. 1917-1945*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000.
2. Stéphane Courtois et al., *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, 1997. Publié à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la révolution bolchevique, *Le Livre noir* a été traduit en plusieurs langues et a été réédité dans la collection *Bouquins* (Laffont) l'année suivante, puis en format poche chez Presses Pocket en 2000. Pour suivre la polémique entourant cette publication, lire Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis, *Un pavé dans l'histoire. Le débat français sur Le livre noir du communisme*, Paris, Laffont, 1998.

3. En France, la question a été soulevée notamment par François Furet dans *Le passé d'une illusion* (voir le chapitre « Communisme et fascisme » en particulier), Paris, Laffont, 1995 (Le Livre de poche, 1996). Lire aussi la correspondance entre Furet et Ernst Nolte dans *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998. Ian Kershaw fournit des explications éclairantes sur les limites de la comparaison dans « Nazisme et stalinisme. Limites d'une comparaison », *Le Débat*, no. 89 (avril 1996), dans « Retour sur le totalitarisme. Le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative », *Esprit*, no. 87, (janvier-février 1996) et dans son ouvrage co-écrit avec Moshe Lewin *Stalinism and Nazism. Dictatorships in comparaison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997. Pour une synthèse, voir notamment Marc Ferro, *Nazisme et communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette, 1999; François Furet, « Nazisme et communisme : la comparaison interdite », *L'Histoire*, no. 186 (mars 1995), p. 18-20 et Krzysztof Pomian « Communisme et nazisme : les tragédies du siècle », *L'Histoire*, no. 223 (juillet-août 1998), p. 100-105.
4. Sur l'unicité de la Shoah, lire entre autres l'essai d'Alain Besançon, *Le malheur du siècle. Sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*, Paris, Fayard, 1998.
5. Le texte original du discours se trouve en annexe de l'essai *Le malheur du siècle*, *op. cit.*, p. 156-163. Il a été publié avec quelques modifications sous le titre « Mémoire et oubli du communisme » dans *Commentaire*, vol. 20, no. 80, p. 789-793. Lire les réponses dans les numéros 81, 82 et 83 de la revue.
6. Stéphane Courtois et al., *Le Livre noir du communisme*, Paris, Laffont, 1998, coll. Bouquins, p. 23.
7. Zvetan Todorov, *Mémoire du mal, tentation du bien*, Paris, Laffont, 2000, p. 88-89 et 93.
8. François Furet, « Nazisme et communisme : la comparaison interdite », p. 18; Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis, *Un pavé dans l'histoire*, p. 81-118. Dans sa réponse à Besançon, Jean-François Revel (« L'essentielle identité du fascisme rouge et du fascisme noir », *Commentaire*, vol. 21, no. 81, p. 231) rappelle que l'identification du communisme au nazisme n'est pas nouvelle et, en citant les exemples de Léon Blum, de David Rousset et d'André Gide, il affirme qu'elle n'est pas uniquement le fait de la droite. Pour sa part, Norman Podhoretz souligne dans sa contribution (« La grande leçon de Hannah Arendt », *Commentaire*, vol. 21, no. 81, p. 215-216) que la question a été résolue en grande partie par Hannah Arendt dans les années cinquante dans son livre *Les Origines du totalitarisme*.
9. Les partis communistes ont pris le pouvoir dans des contextes historiques profondément différents et ont fait face à des contextes économiques, sociaux et culturels particuliers. Pensons aussi à la diversité des raisons et des façons d'être communiste. Michel Dreyfus et al., *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p. 9-15.
10. Alain Besançon, « Mémoire et oubli du bolchevisme », dans *Le malheur du siècle*, p. 156.
11. Richard Pipes souligne dans sa réponse (« Un impératif moral », *Commentaire*, vol. 21, no. 82, p. 375) l'abondance des documents photographiques sur les atrocités nazies alors que peu d'images illustrent les exactions commises par les régimes communistes.
12. Alain Besançon, « Mémoire et oubli du communisme », *Commentaire*, vol. 20, no. 80, p. 791.

13. Timothy Garton Ash souligne dans un article récent (« Les séquelles du passé en Europe de l'Est », *Esprit*, no. 245 (août-septembre 1998), p. 45-65) que plusieurs sociétés postcommunistes semblent souffrir de « trous de mémoire » volontaires. Selon lui, certaines d'entre elles ont développé une position intermédiaire entre le souvenir et l'oubli. Celle-ci prend la forme suivante: « se souvenir, mais pas maintenant ». Les tenants de cette position affirment notamment que le manque de recul par rapport aux événements empêche d'en comprendre la signification et que l'implication émotionnelle demeure encore trop grande. Ainsi, selon Garton Ash, l'oubli, ou la non-mémoire, du passé soit disant trop récent constitue une façon de ne pas ébranler les récentes démocraties en ouvrant d'anciennes blessures ou, plus prosaïquement, il permet de récupérer d'anciens fonctionnaires et dirigeants pouvant jouer un rôle clé dans la reconstruction des États postcommunistes.

14. Pour en savoir plus, lire François Furet, *Le passé d'une illusion*, Le Livre de poche, (le chapitre « Communisme et antifacisme »), p. 349-437 et François Furet, « Sur l'illusion communiste », *Le Débat*, no. 89 (avril 1996).

15. Alain Besançon, « Mémoire et oubli du communisme », p. 791.

16. Alain Besançon, « Mémoire et oubli du communisme », p. 792.

17. Alain Brossat a voulu « mettre en évidence (...) les contrastes criants qui apparaissent entre les procédures de reconnaissance des crimes, de la légitimation de l'entreprise génocidaire nazie (...) et la perpétuation, de la non-reconnaissance des crimes et de la non-légitimation des victimes de la terreur et du goulag (...) » dans « Lointain Goulag », *Oublier nos crimes. L'amnésie nationale: une spécificité française?*, Paris, Autrement, 1994, p. 189-190. Lire aussi du même auteur *Le stalinisme entre histoire et mémoire*, Paris, Éditions de l'Aube, 1991. Stéphane Courtois fait le même constat: « (...) il est évident que l'étude de la terreur stalinienne et communiste en général, comparée à l'étude des crimes nazis, a un énorme retard à combler, même si, à l'Est, les études se multiplient. » dans *Livre noir du communisme*, p. 22.

18. Cet aspect est développé dans la réponse de Richard Pipes, « Un impératif moral », p. 374.

19. Alain Besançon, « Mémoire et oubli du communisme », p. 793.

20. Ces perceptions influencent grandement l'approche et le traitement des crimes communistes en Occident. Dans sa contribution, Zbigniew Brzezinski (« Une autostérilisation philosophique », *Commentaire*, vol. 21, no. 82, p. 357-358) rappelle qu'aucun membre de la police stalinienne n'a dû répondre de ses crimes alors que les criminels de guerre nazis sont encore aujourd'hui poursuivis en justice comme c'est le cas en France, pays qui a connu plus ou moins récemment les procès de Klaus Barbie, de Paul Touvier et de Maurice Papon, tous trois accusés de complicité pour crime contre l'humanité. Pour une analyse des procès de Touvier et de Papon, consulter *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Éric Conan et Henry Rouso, Paris, Folio histoire, no. 71, 1996.

21. Zbigniew Brzezinski, « Une autostérilisation philosophique », p. 357. Sur la question de l'aveuglement de la gauche française, lire « Le grand aveuglement », Michel Winock, *L'Histoire*, no. 247 (octobre 2000), p. 46-53; Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis, *Un pavé dans l'histoire*, p. 119-148 ainsi que les contributions de Richard Pipes « Persévérance de l'illusion » et d'Eric Hobsbawn « Histoire et illusion », *Le Débat*, no. 89 (mars-avril 1996).

22. André Fontaine, « Le plaisir de Dieu seul », *Commentaire*, vol. 21, no. 82, p. 359-363.
23. Richard Pipes, « Un impératif moral », p. 374.
24. Cité par Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis, *Un pavé dans l'histoire*, p. 120.
25. Jean Daniel, « Sur un texte d'Alain Besançon », *Commentaire*, vol. 21, no. 81, p. 230.
26. Zbigniew Brzezinski, « Une autostérilisation philosophique », p. 357-358.
27. Martin Malia, « Revenir à la charge », *Commentaire*, vol. 21, no. 82, p. 371-372.
28. Martin Malia, « Revenir à la charge », p. 371.
29. Dans sa contribution, Leszek Kolakowski parle de la « forteresse stalinienne du mensonge » qui a laissé des traces encore visibles jusque dans les domaines de la littérature, de la poésie, du cinéma, du théâtre et de la peinture. « Note conjointe sur le communisme et le nazisme, *Commentaire*, vol. 20, no. 82, p. 368.
30. C'est ainsi que Richard Pipes explique la réaction de la gauche dans « Un impératif moral », p. 373. Voir aussi Jean-François Revel, *La grande parade. Essai sur la survie de l'utopie communiste*, Paris, Presses Pocket, 2001, p. 156.
31. Jacques Lesourne, « La France et le communisme », *Commentaire*, vol. 21, no. 83, p. 667-669. On trouvera d'autres explications dans l'article de Moshe Lewin, « Pourquoi l'Union soviétique fascina le monde », *Manière de voir*, no. 40 (juillet-août 1998), p. 13-17.
32. L'historien anglais Michael Howard précise dans sa réponse (« La question vue d'Angleterre », *Commentaire*, vol. 21, no. 81, p. 217) que « la différence de traitement entre les deux régimes (...) ne s'est jamais posé avec la même acuité en Angleterre qu'en France. Nous avons la chance d'être épargnés par cette bipolarisation politique dont souffre la France depuis la Révolution, la gauche refusant tout ennemi à gauche et la droite considérant comme ses alliés naturels tous ceux qui se situent de son côté ».
33. Par ailleurs, Pierre Chaunu avance dans sa réponse (« Les jumeaux malins du deuxième millénaire », *Commentaire*, vol. 20, no. 81, p. 222) que les tenants de la révolution bolchevique auraient trouvé des références et des justificatifs dans la Révolution française et la Commune parisienne de 1871 : rupture chaotique, transition nécessaire, frein à la révolution industrielle et de ses grandes mutations scientifiques et sociales, mais surtout rupture religieuse. Il rejoint les propos de François Furet dans le chapitre « Le charme universel d'Octobre », *Le passé d'une illusion*, p. 105-164.
34. André Fontaine, « Le plaisir de Dieu seul », p. 363.
35. André Fontaine, « Le plaisir de Dieu seul », p. 359-360. C'est aussi ce qu'affirme Leszek Kolakowski dans sa contribution (« Note conjointe sur le communisme et le nazisme, p. 369) où il affirme que les génocides de classes et le système concentrationnaire que les Soviétiques ont connus n'ont pas vraiment d'équivalent dans les démocraties populaires. Lire aussi Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis *Un pavé dans l'histoire*, p. 149-171.
36. Jean Daniel, « Sur un texte d'Alain Besançon », p. 230.